L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Nouvelle-Orléans, vendredi 12 septembre 1879.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 11 SEPTEMBRE 1879.

Suite de la Première Page.

Je vois vous parler avec plaisir, parfois, du mal au bien-être! Je le sais, chaque bonnête citoyen en 1877, comme homme, je siégeais au Sénat, mais où ce sens que je n'admets pas l'hypocrisie du clergé dans la politique, la prépondérance de l'Eglise dans l'Etat, l'ingérence de son influence dans le gouvernement? La tolérance, mais n'importe, le fait, c'est en contradiction absolue avec le principe de la souveraineté nationale, qui est devenu l'irrévocable Charte de la France et de l'Empire. Mais je ne veux pas, non plus, que le clergé soit un instrument dans les mains du pouvoir. Trop souvent, sous l'Empire, on n'a flatté le clergé que pour l'exploiter, et le lot de bienfaits qu'on lui accorda est loin de compenser tout ce qu'on lui a fait perdre.

Restreve comme ce qualeyon, prudente, les prêtres seront toujours un danger pour un gouvernement, tandis que libres, ils sont, dans la société, un précieux élément de progrès moral. Je veux que le clergé reste dans sa mission, mais j'entends qu'on lui donne, ou tout au moins qu'on lui laisse, toutes les libertés nécessaires à l'entier accomplissement de son apostolat, de son rôle social. Pendant que je siégeais au Parlement, si des lois restrictives de ces libertés avaient été présentées, je les aurais combattues de ma parole et de mes votes, et, comme chef de l'Etat, je me constituerais le défenseur intransigeant.

Reste mon attitude à la Chambre des députés et vis-à-vis de la République, avant, pendant et après le 16 Mai; elle est rationnelle et facile à justifier, surtout au point de vue du parti bonapartiste. L'appel au peuple étant son principe, la volonté de la nation doit être en suprême lei. Comme il n'est pas en son pouvoir d'en fléchir à ce moment l'expression parfaite, il se sacrait convenable à ce parti de tenir pour nulle les verdicts successifs du corps électoral, lorsqu'ils ne lui sont pas favorables, et, par suite, ne pas pêle pervis d'invoquer l'illégalité de la servilité de ceux qui vont au scrutin, que de s'attribuer l'exclusive de ceux qui s'abstiennent. Le parti universel se prononce pour la République; s'il n'est convaincu que cette forme de gouvernement ne peut donner au pays la prospérité qu'il cherche, et que le régime impérial convient seul au tempérament du peuple français, les bonapartistes ont tout intérêt à laisser faire l'essai de la République, à donner à celle-ci tout le temps voulu pour démontrer son impuissance et à la nation le temps de revenir de son erreur.

Je suis personnellement opposé à tout ce qui, de près ou de loin, peut ressembler à un coup d'Etat; je crois très fermement à une restauration prochaine de l'Empire, mais je n'en prépare ni si n'en hâterai l'heure par aucun complot contre le gouvernement légal, par aucune violence contre la volonté du pays. Voilà pourquoi j'ai refusé, en ces dernières années, de m'associer aux tentatives de réunion tentées par quelques bonapartistes clairvoyants. J'ai tenu le 16 Mai pour un coup d'Etat d'autant plus déplorable que l'on ne pouvait pas prévoir ce qu'en ferait le président de la République, et, de fait, cette improvisate tentative de réaction des monarchistes contre les républicains modérés a abouti au triomphe des radicaux opportunistes. Les fautes commises par ceux-ci depuis leur arrivée aux affaires ont incontestablement justifié les efforts que font actuellement, à la tête de l'Etat, M. Jules Simon, les républicains modérés pour ressaisir le pouvoir et réagir à leur tour contre les triomphaux imprudents du 14 octobre 1877. Un peu plus tôt, un peu plus tard, à propos du pitoyable article 7 des projets Ferry, ou de tout autre débat, entre le parti bonapartiste des modérés réunis; elle rendra inévitable une dissolution de la Chambre des députés, et il n'est pas douteux que les élections donneront la majorité aux intransigeants.

Le pays sera allé jusqu'au bout, et c'est seulement alors que, ne trouvant pas ce qu'il cherche, il se retournera. La France alors se défera elle-même de la République et refera librement, pacifiquement l'Empire, le seul régime qui répondu à l'état actuel de notre pays. En vérité, quand la République me prépare ainsi un prompt et facile avènement, ne serais-je pas un imprudent et un aveugle si j'entravais sa marche, si je gênais son action!

—Il ne me semble pas Prince, que vous teniez, dans vos prévisions, un assez grand compte de l'influence que les nations étrangères peuvent exercer sur leur accomplissement. L'Allemagne, par exemple, ne verrait-elle pas, dans le retour d'un Napoléon, l'éventualité d'une revanche de quelque nature?

—La famille impériale n'a plus de revanche à prendre; les fautes de 1870 sont expiées; et en allant se faire tuer par un Zoulou, l'héritier de Napoléon III a payé pour les coupables; la dette est éteinte. La France peut aspirer à vouloir réparer ses désastres et reconquérir ses provinces perdues. En assurant à la nation des temps tranquilles et prospères, l'Empire saurait, dans la paix, préparer la guerre; mais, mieux encore, saurait-il prévenir une revanche possible en gagnant la confiance des gouvernements européens, en s'assurant leurs alliances: celle de l'Angleterre par une communauté de principes et d'intérêts commerciaux; celle de l'Autriche par une communauté d'intérêts catholiques; celle de la Russie par la communauté des intérêts politiques: celle de l'Italie par les liens de parenté qui m'unissent à son Roi; celle de l'Allemagne par..... la nécessité de mettre un terme à un armement ruineux.

—Soit, Monseigneur, mais l'empereur et le soldat de la République sera un fait accompli, qu'avez-vous si heureux et inactif? Il ne fera rien pour préparer le pays, rien pour préparer la paix bonapartiste, rien pour vous préparer vous-même à la restauration de l'Empire?

—J'agirai, n'en doutez pas.

—Votre Altesse ne trouvera pas indiscrète que je lui demande quand et comment?

—Quand? Dès maintenant. — Comment? Je vais vous le dire.

Si, comme le pensent avec raison mon cousin, l'Empire est la seule forme de gouvernement qui puisse satisfaire à la fois les traditions monarchiques et les revendications démocratiques, il doit prendre pour base la réconciliation, l'entente et l'union entre l'aristocratie et la démocratie. Plus la souveraineté nationale gouverne l'Etat, plus il est essentiel d'attribuer dans le gouvernement un rôle prépondérant à l'aristocratie, parce que, dans un tel Etat, l'aristocratie se compose de l'élite de toutes les classes, de tout ce qui s'élève au-dessus de la foule par la science, par le talent, par la fortune, par la naissance. C'est ce que Napoléon III n'a pas compris.

Au lieu de s'attacher les classes élevées par la confiance, il les a tenues par la crainte; au lieu de s'attacher le peuple en lui donnant une prospérité solide, il a flatté ses appétits et laissé une certaine licence à ses passions; au lieu de faire une société unie, il a divisé pour régner. Il a voulu être regardé: en haut comme un sauveur nécessaire, en bas comme un maître puissant, et il n'est arrivé qu'à recueillir les fruits de la haine qu'il avait entretenue entre les travailleurs et les riches. Ce système de gouvernement n'a pas seulement conduit à sa perte le régime de 1852; il a certainement préparé à la France, et les désastres de 1870, et les erreurs sociales de 1871.

La leçon a été terrible; je l'avais prévue et j'en saurai faire mon profit.

Au lieu de tenir les classes élevées par la terreur, en les menaçant de les livrer aux emportements des foules, je veux tenir les classes inférieures par la confiance, en faisant concourir à leur bien-être tous les éléments de prospérité que les possesseurs de la fortune sauront apporter au gouvernement qui leur offrira des garanties de stabilité, de conservation. Je pourrai alors, contrairement au second Empire qui n'a donné ni garanties de liberté aux uns, ni garanties d'autorité aux autres, je pourrai réaliser cet idéal de gouvernement où la liberté et l'autorité se prêtent un mutuel appui pour bannir à tout jamais le despotisme de la Bicoque. Tel est mon but; il me reste à vous dire comment je veux le poursuivre.

Rien n'est mobile, surtout en France, comme l'opinion des masses; du jour au lendemain, elles foulent aux pieds les statues et les gouvernements qu'elles adoraient. Essentiellement démocrate, le peuple chez nous ne retournera jamais à la Monarchie légitime; au sortir de la République, c'est à l'Empire qu'il viendra. Je n'ai donc pas, de ce côté, de propagande à faire; j'en dans les classes supérieures; je dois chercher des adhérents dans le peuple, faire connaître le mécanisme qui m'est nécessaire. Je vous demandes devant mon cousin, je n'étonnerai cette dans le monde de Bonaparte, de la France, du commerce, l'industrie, de gens les salons de ces Messieurs qui, tout en conservant pompe, peut des chuchotements de Bicêtre et d'Charenton, qu'ils sont bien dépassés à employer au bien de leur patrie leur intelligence et leur fortune.

C'est pour préparer de cette façon une restauration impériale que je tiens à rester en France. Quel accueil me réserve cette ne-devant désormais je vais!

Publier, tout à même de les renseigner à ce sujet.....

Le Prince sourit, cherchant de chef de pénétrant à écarter la pensée de son interlocuteur; celui-ci en comprit de lui-même.

—Votre plus est séduisant, Monseigneur, mais il est d'une exécution difficile, et, pour l'essayer, vous me demandez avec concours, je vous l'accorde, avec prêt de dévouement que de [illegible].

Tout l'Ouest français, du reste, est actuellement sur [illegible], lui dit!

En attendant que le [illegible] vous prenne tout l'intérêt qu'elle a pour lui, il est, le noblesse, monsieur, un fait meilleur appui, et le concours de plusieurs de ces [illegible] les plus influentes m'est déjà acquis.

E. SINCERE.

LIBRAIRIE SIMONDE.—Cette librairie, la seule française de notre ville, qui existe à l'intersection des rues Bienville et Chartres. On y trouve, en outre des ouvrages de tous les littératures et romanciers français, des livres scientifiques et classiques, toutes sortes d'articles pour écoles, de fournitures de bureaux et quarante mille rouleaux de papiers peints à tapisserie. La maison Hébert et Cie, possède une bibliothèque dont peut profiter le public au moyen d'un abonnement mensuel. On trouvera publiée dans les colonnes de l'Abeille la liste des œuvres que renferme cette bibliothèque.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 11 sept.—Temps partiellement couvert accompagné de pluie, vents du sud, température et baromètre à peu près stationnaires.

Température du 10 septembre 1879.

Thermomètre de C. Dumaine, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	74	23
Midi	80	26
3 P. M.	78	25
6 P. M.	75	23

Mouvement microscopique.

Mercredi, 10 septembre, 3 h. 45 P. M.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes:

Albany, Ore.	81	Louisville, Ky.	70
Atlanta, Ga.	78	Memphis, Tenn.	82
Cheyenne, Ter.	93	Mobile, Ala.	85
Chicago, Ill.	68	Montgomery, Ala.	85
Cincinnati, Ohio	72	Nashville, Tenn.	76
Cincinnati, O.	69	New Orleans, La.	80
Davenport, Iowa	—	New York, N.Y.	—
Dubuque, Iowa	71	Pittsburg, Pa.	69
Galveston, Texas	79	Savannah, Ga.	77
Helena, M. T.	61	St. Louis, Mo.	67
Jackson, Miss.	80	St. Paul, Minn.	60
Jacksonville, Fla.	77	St. Louis, Mo.	60
Key West, Fla.	87	St. Paul, Minn.	—
Leavenworth, Kan.	—	Salt Lake City, T.	86
Leavenworth, Kan.	70	Stephens, Ky.	—

Rapport décennal du Bureau de l'Hygiène (Chiffres de la semaine).

Augusta	5.00	Louisville, Tenn.	3.00
Cairo, Ill.	17.05	New Orleans	12.11
Cincinnati, O.	8.06	Pittsburg, Pa.	—
Davenport, I.	—	Nashville, Tenn.	—
Keokuk, Iowa	2.00	Savannah, Ga.	6.00
La Crosse, Wis.	—	Vicksburg, Miss.	3.05
Leavenworth, K.	5.07	St. Paul, Minn.	—
Louisville, Ky.	5.04	Vicksburg, Miss.	15.05
Memphis, Tenn.	18.00	Yankton, Dak.	—

*Au-dessus du niveau des mers. Janvier 1874.

GEORGE H. BOTT,
Sergent Chef Corps. U. S. A.

Mariages, naissances et décès inscrits au bureau de santé dans les dernières vingt-quatre heures:

MARIAGES.—L. W. Kanison à Regina Bächmann.

Francis Duncan à Mary L. Bernard.
Arthur C. Pardee à Louise Schnecker.
Robert Russell à Louise Gilbert.
[illegible] à Emma Smith.
W. E. Bernard à Rachel M. Hamilton.

NAISSANCES.—Angele Anselmi à Jenny Amendt, 7.
Thomas Flaherty à Victoria Acorta.
Andrew Jackson à Francis Jacobs.

NAISSANCES.—Mme Patrick Rennan, un garçon.
Mme James M. Whatley, une fille.
" M. L'Estrade, une fille.
" Michel J. Veit, une fille.
" Otto Johnson, une fille.
" Amédée Buisson, une fille.
" Jules B. Levy, un garçon.
" Joseph Dreamdorfer, une fille.
" Harry Hoke, un garçon.
" Frederick C. Berg, un garçon.
" Albert Galatas, une fille.

DÉCÈS.—Mme J. White, 50 ans.
Mary Ryan, 19 ans.
Elizabeth Gerth, 25 ans.
George Gautier, 6 jours.
Ellis Lemon, H. Cheyollen, 19 ans.
Hélène de Mme Amélie Poda.
Amelia Davis, c. 60 ans.
Alice E. Bell, 5 semaines.
Alexandre Gomez, c. 26 ans.
Béatrix Grégoire, 44 ans.
Charles G. d'Arensbourg, c. 20 ans.
Rafael de Mme H. Glery.
Charles Poland, c.
Louis Spitz, c.
Hilaire Lacinda Mullens, c.

Le différend entre les militaires et la police au Fort Espagnol.—Dimanche, dernière soirée de notre fête au Fort Espagnol, déclare le capitaine Sambola, tandis qu'on dansait sur l'estrade et que j'étais, avec d'autres officiers du régiment, dans une des pagodes—où je reçoivais les officiers du corps d'artillerie de Donalsonville, nos invités, un sergent de ma compagnie, le sergent Seelhorst, qui avait été stationné à l'entrée de l'estrade, pour la garder, empêcher l'admission de personnes turbulentes et maintenir l'ordre, vint m'annoncer qu'il avait fait arrêter un membre de la batterie B. de l'artillerie d'Orléans, lequel créait du désordre sur l'estrade, et avait donné l'ordre de l'enfermer à la station de police.

Des amis du prisonnier me demandèrent, peu après, de le faire mettre en liberté; je les envoyai au capitaine P. Sidney Witts, qui était officier du jour. Je m'étais parfaitement entendu avec le sergent Graham, commandant de la station, qu'il était convenu entre nous que nous nous aiderions mutuellement dans l'intérêt de la tranquillité. Nous nous efforçions de prévenir tout désordre, particulièrement sur l'estrade. Je savais que le sergent Graham relâcherait un de ses hommes dès que nous le demanderions, comme il l'avait déjà fait en différentes occasions, mais, malheureusement, il n'était pas sur les lieux dans le moment. Le capitaine Witts, en sa qualité d'officier du jour, lança l'ordre de mettre en liberté. Le Pufficier de la station n'y obéit pas en se fondant sur ce qu'il ne pouvait pas relâcher le prisonnier sans l'autorisation du sergent Graham, son commandant.

Informé du différend, je me rendis aussitôt à la station pour demander la mise en liberté du sergent Graham, mais le sergent n'y était pas. Je dis alors que le prisonnier serait relâché dès le retour du sergent, qui, s'il était pas dans le voisinage, y serait à l'arrivée du prochain train. En ce moment, le colonel Bachemin, colonel du régiment, et le capitaine Witts, officier du jour, insistèrent sur la mise en liberté immédiate. M'aperçevant que les choses se compliquaient et qu'on aurait probablement recours à la force, je pris la responsabilité d'engager le officiers de police de la station à relâcher le prisonnier.

L'officier H. Shayer me répondit qu'il suivrait mon conseil si je lui adressais un ordre en ma qualité de sous-recorder du deuxième district; j'écrivis l'ordre sur un agenda qu'il me présenta, et le calme se rétablit.

Je déclare que je n'ai jamais exercé d'autorité militaire sur la police; celle-ci, au contraire, a agi de concert avec nous durant toute la fête. Le sergent m'a aidé de tout son pouvoir, et j'ai fait de même à son égard. Le chaleur était à ma disposition pour les hommes qui étaient arrêtés, et c'est là qu'étaient déposés, dans la bourrasque, nos mousquets, propriété de l'Etat.

Dépêchant ce qui avait lieu, j'ai mon [illegible] lorsque je vis qu'il y avait probablement des travaux, et je m'arrêtai, en l'étant, que "les autorités militaires devaient soumission aux autorités civiles," et que mon devoir de sous-chercher du deuxième district était de veiller au maintien de la paix.

La plupart de nos hommes se trouvaient, dans le moment, soit à leurs postes, soit sur l'estrade, soit au camp—excepté le sergent Seelhorst et trois ou quatre hommes qu'il commandait. Mon ordre de relâcher le prisonnier n'a été donné que dans l'intérêt de la paix, et comme une sauvegarde pour l'officier, qui avait reçu des instructions positives du sergent Graham.

Je n'ai jamais réclamé la prérogative de recorder lorsque le juge Miltenberger était en ville, à moins que ce ne fût à sa demande et après que toutes les stations avaient été averties du remplacement. Sous-recorder en citoyen, je suis protecteur de la paix, et, dans cette circonstance, j'ai agi, comme tel.

Les journaux ont publié, en même temps que les faits peu importants de dimanche dernier, un fait plus sérieux—les blessures de deux vaches, appartenant à M. Seltzmann, laitier des environs du camp. On ne l'a porté que tard à notre connaissance, et nous n'avons aucune certitude que la faute en est à notre camp, mais nous avons institué une enquête et promis une récompense à celui qui nous fera découvrir le coupable.

Voici une annonce du colonel Bachemin:

Quartier-Général du régiment d'artillerie d'Orléans,
Gardes Nationales de l'État de la Lou.,
Nlle-Orléans, 9 septembre 1879.

—Au public—

Le soldat, Richard Welsh, de la batterie B du régiment d'artillerie d'Orléans, appartenant, par cotion militaire, à la station de police du Lou, le dimanche, 7 septembre 1879, a été relâché, par mal-intention, à 10 heures du soir.

Je cela poté à répondre à toute enquête à cet égard, et prétendu que non obstinément le gardien, puis conscrit, mon bien les officiers et [illegible] de la Garde Nationale de l'État approuvent ma conduite.

Il les officiers de police de la station ont des hommes [illegible] quelques à faire [illegible] ceux-ci, ou Fort des officiers et des soldats du régiment, [illegible] mouvement devant un [illegible] [illegible]

A. J. BACHEMIN,
Colonel commandant le régiment d'artillerie d'Orléans, Gardes Nationales de l'État.

Le 10 septembre 1879.

—Une lettre au général Ogden et la réponse du général:

Quartier général du bataillon Canonnat d'Orléans,
Nlle Orléans, 8 septembre 1879.

Mon cher général—Le bataillon partit depuis à la célébration du 14 septembre, il serait heureux de servir de garde à votre état-major, si vous consentez à nous honorer de votre présence un jour-là qu'est rendu mémorable votre présence, votre courage et votre patriotisme.

Je suis avec respect votre obéissant serviteur,

R. C. BOND, major commandant.

W. C. H. ROBINSON, adjudant.

Juge F. H. OGDEN.

Nlle Orléans, 9 septembre 1879.

Au major R. C. Bond, commandant du bataillon Canonnat City.

Mon cher major—J'ai reçu la lettre dans laquelle vous m'offrez de servir de garde de corps à moi et à mon état-major si je pseudo part à la célébration du 14 septembre.]

Je ne sais comment vous remercier de la manière si flatteuse dont vous m'avez communiqué le désir de votre brave bataillon, ni comment vous dire combien j'apprécie l'honneur que vous voudriez me faire. Je vous assure que si j'avais l'intention de participer, publiquement, à la célébration, je serais fier d'accepter votre offre, mais c'est comme simple citoyen seulement que je désire témoigner de mon respect, pour la mémoire des morts héroïques qui ont rendu le 14 septembre à jamais célèbre.

Veuillez agréer, major, l'expression de ma profonde estime.

FRED. N. OGDEN.

Il est décidé que le glorieux anniversaire sera célébré, cette année, comme par le passé, par une messe solennelle, à la Cathédrale St. Louis. La cérémonie commencera à neuf heures du matin.

Après la messe, le général Ogden, son état-major et les personnes qui voudront se joindre à eux iront décorer les tombes. Les voitures qui devront les transporter aux cimetières seront, à onze heures, au No. 11 de la rue de l'Union.

A la demande de toute la milice, le général Ogden se tiendra, pendant la marche, à un endroit où les différents corps pourront le saluer en passant.

Éducation publique.—Conformément à l'ajournement de la séance précédente, le Conseil de direction des écoles publiques et gratuites s'est réuni hier soir.

Le surintendant, M. Rogers, a présenté un rapport renfermant l'énumération des écoles de chaque district.

Les résolutions a été adoptée à l'effet d'examiner de tout examen nouveau, sont des professeurs des classes inférieures qui ont subi l'examen l'an dernier et qui postulent des promotions.

Une seconde résolution a été adoptée autorisant les élèves à s'abstenir d'aller à l'école les jours de fêtes religieuses.

Le rapport du comité chargé de la suppression des écoles, de leur classification, etc., a été adopté finalement. Nous reproduisons de ce rapport, la partie relative aux [illegible] nouvelles des professeurs:

Ecoles de Grammaire A.—Principaux, hommes, $86; femmes, $72; 1er Assistant, $54; 2me Assistant, $45; 3me Assistant, $35.

Ecoles de Grammaire B.—Principaux, hommes $80, femmes 66; 1er assistant $54; 2me assistant $45; 3me assistant $35.

Ecoles Primaires.—Principaux, hommes $60; 1er assistant $54; 2me assistant $45.

Vers neuf heures, le conseil a siégé à huis clos afin d'assigner les places aux professeurs.

Paragraphes.—Hier matin, vers six heures, une maison basse, en bois, portant le No 97 de la rue de l'Union, entre les rues Bons-Enfants et Moralez, a été la proie des flammes. Elle appartenait à M. H. Llambias, qui l'habitait. Une maison attenante, propriété de M. Llambias, a été avariée. Les pompiers ont réussi à sauver une maison en briques et à étage, portant le No 95 de la rue de l'Union, propriété de M. J. M. Soubira et occupée par M. José Sayez, mais elle est endommagée. Toutes les pertes sont couvertes par des assurances.

—Le chef de la police a soumis, hier, à M. Patton les témoignages qui se rattachent à l'arrestation et à la mise en liberté d'un soldat du régiment d'artillerie d'Orléans au Fort Espagnol.

—Le cadavre de George McNulty, chauffeur, qui s'est noyé dans le fleuve, le 7 de ce mois, a été trouvé flottant, hier matin, au pied de la rue du Canal. On ne rappelle que le malheureux est tombé dans le fleuve en passant du steamer Explorer au steamer Warrior.

—Il a été encaissé, à la sous-trésorerie fédérale, depuis le dernier rapport, $892,573 62, dont $1,225 03 provenant du département du revenu intérieur, $1,995, en billets et en argent, $373 56 provenant de la douane, $3000 du bureau de poste, $85,980.01 de différentes sources.

—A la deuxième cour de district, la succession de Rosina Graef, femme d'Antoine Leiding, a été ouverte; le juge Trasca a ordonné l'émancipation de Frederick O. Howe.

—L'officier Putnam a retiré des poches d'un jeune garçon du nom de Joseph Trully, la plus grande partie des bijoux volés, le 29 août, à la résidence de Mme Feeney, coin des rues Erato et Camp.

—Dix-huit steamers, six navires, sept barques, un brick et cinq goélettes sont actuellement dans notre port.

—Le Dr A. N. Bell, inspecteur de stations de quarantaine du bureau national de santé, et éditeur du Sanitarian de New York, passera quelques jours de plus parmi nous. L'Abeille a parlé récemment de la belle mission qu'il a entreprise dans l'intérêt des capitaines des bateaux à vapeur aussi bien que dans celui des négociants qui expédient des marchandises par le fleuve, et nous avons dit qu'à en juger par le résultat de ses entrevues, par les lettres encourageantes qui lui sont parvenues, son système de certificats délivrés par des officiers du bureau national semble devoir être adopté dans un avenir prochain.

—Le colonel Girardey, dans une communication aux administrateurs de la ville, exprime l'opinion que si les franchises du chemin de fer étaient vendues à l'enchère, elles rapporteraient beaucoup plus qu'on n'en a offert jusqu'ici. Il est convaincu que la manœuvrabilité en retirerait au moins huit cent mille piastres. S'il n'en obtient pas davantage, il ne réclamera absolument rien pour ses services.

—Louis Simpson, joueur d'orgue, s'est vu empêcher parce qu'il n'était pas muni d'une *licence*.

—Bernard Manset a fait arrêter Gabriel Bechemin, commis, qu'il accuse d'avoir estropié deux vaches, près le Fort Pike.

On attribuait cet acte aux milicions.

—Carrie Marshall, femme de couleur, est accusée d'avoir cruellement battu son enfant.

—Dans la nuit de mardi à mercredi, John Wicks, âgé de treize ans, et Joseph Henry, âgé de douze ans, qui étaient livrés à la station de police du Fort Espagnol.

—Un billet faux, de deux piastres, de la banque nationale du Rhode Island, à Newport, a été reçu à la sous-trésorerie fédérale de notre ville. Il est arrivé, aux mêmes bureaux, une machine qui peut compter, par heure, trois mille piastres en pièces en cuivre.

—Le club *anti-ring* du huitième *ward* a pour président John Gayer, pour vice-présidents Charles Morel et Thomas Moran, pour secrétaire Ed. Curley.

—La Société auxiliaire de santé a adressé, hier soir, à la Presse associée, la dépêche suivante:

10 septembre 1879.

Personne n'a été atteint de la fièvre jaune depuis le 1er septembre; il n'y a pas un seul cas connu.

La Société sanitaire a protesté, auprès du bureau national, contre tout ce qui est de nature à faire considérer la Nlle-Orléans comme un port infecté. Elle demande que les renseignements qu'elle fournit soient publiés dans le prochain numéro du "Bulletin" et soient portés à la connaissance du pays, par voie télégraphique.

C. B. WHITE, M. D.,
Directeur sanitaire.
EDWARD FENNER,
Vice-président de la Société.

Vente, mercredi, aux bureaux de l'intendant des chemins:

V. Usannaz à T. H. Hoffman, un terrain et améliorations formant le coin des rues Bagatelle et St. Claude.

J. O. Conn à veuve J. C. Smith, un terrain et améliorations formant le coin des rues Liberté et Marais.

Hoffman à Usannaz, un terrain, $1200.

William Grunst à R. Brooks, un terrain et améliorations situés entre les rues Jackson, Prytania, Coliseum et Footman.

Hoffman à M. Kohl à H. H. Hustand, un terrain et améliorations situés entre les rues Pauline et Magnolie.

Hustand à Hoffman, un terrain, $1800.

Hoffman à R. Brooks, un terrain et améliorations situés entre les rues Jackson, Prytania, Coliseum et Footman.

Hoffman à M. Kohl à H. H. Hustand, un terrain et améliorations situés entre les rues Pauline et Magnolie.

Hustand à Hoffman, un terrain, $1800.

D. F. W. Gaulke à M. Gaulke, J. Gaulke et Mme Gaulke, un terrain et améliorations situés entre les rues Dryades, Coliseum et Gérod.

Ce jour, 11 septembre, à 10 heures du matin, vente, au Fort des officiers et des soldats du régiment, [illegible] mouvement devant un [illegible] [illegible]

Achetez votre charbon aux plus bas prix du marché, chez Hy. J. Montagnet, 4 rue Hennedeit.

DÉPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES À L'ABEILLE

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

FRANCE.

Arrivée des quarantaines.

Paris, 10—Le second convoi des communistes amnistiés, venus par Le Pelletier, vient arrivé ici. Au nombre de ces amnistiés se trouvent Humbert, ancien éditeur du Père Duchêne, et Ferdinand Gregier, ministre de l'intérieur de la Commune. Pas de démonstration à leur arrivée.

Secours aux victimes de la fièvre jaune.

Paris, 10—L'Union Franco-Américaine va donner une grande fête au profit des victimes de la fièvre jaune dans la vallée du Mississipi.

Navire échoué.

Bordeaux, 10—Le vapeur Colombo de la Nouvelle-Orléans, en destination de Bordeaux, s'est échoué à Bec d'Ambès, France.

Convention des Cortès.

Madrid, 10—Le Conseil des ministres a résolu de convoquer les Cortès le 26 octobre.

Occupation de Novi Bazar.

Vienne, 10—Les nouvelles sur l'occupation de Novi Bazar sont jusqu'ici satisfaisantes.

Les Turcs évacuent les postes militaires, à l'approche des Autrichiens.

Proposition à la Chine.

Attitude contre l'Allemagne.

Berlin, 10—La Russie a offert de rendre à la Chine la partie nord du territoire occupé par elle, à condition que Kashgar Boundi qu'il s'est détaché est Chine soit Hvrd.

Les journaux russes ont recommandé leurs sénateurs contre l'Allemagne avec plus de violence que jamais.

Le czar n'a pas permis aux princes Gortschakoff de prendre sa retraite.

Il y a eu de nombreuses victimes pendant l'insurrection qui a eu lieu à St. Pétersbourg.

Demande de partage de l'Afghanistan.

St Pétersbourg, 10—La Gazette dit: Le mécontentement de l'ambassade de la mission anglaise dans l'Afghanistan annule la frontière scientifique entre ce pays et l'Inde; elle présente l'occupation de tout l'Afghanistan par les Anglais, ce qui est incompatible avec l'assurance donnée par l'Angleterre à la Russie.

Il faut maintenant que les deux puissances s'entendent entre elles. La seule solution possible de la difficulté, aux yeux de la Gazette, serait un partage de l'Afghanistan entre elles, de façon que les deux dominations fussent en contact immédiat.

Nouveaux décrets sur le mariage du Cabout.

Londres, 10—Le Times dit: le gén. Roberts ne pourra pas marcher en avant dans l'Afghanistan, s'il n'a pas tout d'abord trois bons régiments d'infanterie dans la vallée de Kurum. Les troupes afghanes ont quitté Cabout pour occuper la passe Shutagardan; mais elles y ont été devancées par les Anglais.

Des avis de Ali Khejl disent que le major Cavagnari et sa suite ont été tués pendant qu'ils chargeaient la populace qui avait mis le feu à l'ambassade.

210 Afghans ont été massacrés que les Anglais ne furent accablés par le nombre. Cavagnari avait été averti par l'émir qui lui avait fait savoir que sa vie était en danger.

12 régiments de Natham et 8 bataillons d'artillerie ont reçu l'ordre de partir pour l'Inde. Plusieurs bataillons seront transportés à Cabout.

Le gouvernement a averti les correspondants qu'aucun d'eux ne serait admis à accompagner les troupes dans l'Afghanistan.

Nouvelle grève.

Londres, 10—Les ouvriers d'Ashton ont en un vaste meeting, ce soir. Il a été résolu de se mettre en grève demain.

Réduction de salaires.—Emigration.

Londres, 10—L'Echo dit, cette après-midi, que le compagnie Howerks et Miller, les plus grands fabricants de coton du nord de l'Angleterre ont donné notice d'une réduction de 5 pour cent sur les salaires, ce qui est le signal d'une réduction générale.

Les ouvriers de Padcham et du Lancashire proposent de former une branche de l'association nationale d'émigration.

Entente entre l'Autriche et la Porte.

Londres, 10—Une dépêche de Berlin à la Pall Mall Gazette dit: on affirme que l'Autriche, en retour de la non-résistance de la Turquie à l'occupation de Novi Bazar, garantit au sultan toutes ses possessions européennes.

Soulèvement général.

Londres, 10—La Presse associée annonce que l'on ne doute plus au bureau des affaires de l'Inde, que le soulèvement n'ait pris de plus vastes proportions qu'on ne l'avait d'abord supposé.

Vaste incendie.

St-Petersbourg, 10—Un télégramme du gouverneur de Smolensk annonce qu'un vaste incendie a éclaté dans la ville de Viazma. 200 maisons et la prison ont été consumées par les flammes.

Knownothingisme en Roumanie.

Bucharest, 10—Le Prince Gregory Stourdza est arrivé à Bucharest en vue d'y prendre la direction des différents partis opposés à l'émancipation des juifs. Il s'agit de concilier les différentes factions en une vaste organisation analogue à celle que l'on a appelé en Amérique le parti knownothing.

Constantinople, 10—Le gouvernement du Montenegro réclame les villes de Dynanje et Piava que la Porte ne veut pas livrer.

Wigbaden, 10—Le fameux éditeur Westerman, de Brunswick, est mort.

Dispersion des bandes d'insurgés de Cuba.

Havana, 9—Les bandes d'insurgés dans les districts de Holguin et de Santiago de Cuba se sont dispersées. Une vingtaine de ces bandits se sont rendus à Santiago de Cuba dans le voisinage même de l'endroit où ces bandes existaient.

La tranquillité la plus parfaite règne dans tout le reste de l'île.

Décroissance de la fièvre jaune à Cuba.

Havana, 9—65 cas de fièvre jaune, la semaine dernière, 13 de moins que la semaine précédente.

Convention démocratique du Wisconsin.

L'honorable James Doolittle est élu président.

Les résolutions adoptées déclarent que le plus grand danger que puisse courir la liberté et le "self government" c'est la centralisation.

Le parti républicain veut jeter le pays dans cette voie de perdition; il a soutenu la pression de l'armée sur les élections, les bureaux de retour, la domination des cliques d'intrigants et de sang sur le public.

L'inauguration de M. Hayes est le plus grand crime que l'on ait commis contre la république.

M. Mitchel, est nommé candidat gouverneur, Geo. King lieutenant-gouverneur, James Ryan secrétaire d'Etat.

La société de l'armée du Cumberland.

Cincinnati, 10—Le général Sheridan, président de la société de l'armée du Cumberland, a convoqué le meeting annuel de cette société, à Washington, le 15 novembre, jour anniversaire de la bataille du Missionary Ridge. Le général du général Thomas y sera inaugurée.

Election du Maine.

Portland, 10—Sénat: 18 républicains, 119 opposition.

Chambre, 87 républicains; 62 opposition.

Davis sera élu directement par le peuple.

Convention greenbacksiste.

Baltimore, 10—La convention d'Etat du parti greenbacksiste et du travail s'est réunie aujourd'hui. 97 comtés étaient représentés par un délégué chacun; deux par 3 chacun; Baltimore par 19.

Les résolutions des conventions précédentes du même parti ont été réadoptées. Howard Meeks a été choisi pour candidat gouverneur.

Importation d'or.

New York, 10—Le vapeur Algeria, de Liverpool, a apporté $1,556,200, et le St Laurent, de Havre, $1,598,000 en espèces, le vapeur Walland, de Hamburg, a apporté 1,290,000 en or allemand et français. Le vapeur Weser, de Brême, a apporté $450,000 en Mexicain et espèces.

Marchés étrangers.

Londres, 9, 12:30 P. M.—Erie 27 1/4.

Liverpool, 9, Midi. — Coton ferme. Middling Uplands 6 7/8 d, Middling Orléans 7 d. Ventes estimées à 8000 balles; pour la spéculation et l'exportation 2000. Recettes 1150 balles, tout coton américain.

Futurs partiellement 1/32d meilleur marché; Uplands, Low Middling clause, livraison septembre 6 27/32d, septembre-octobre 6 11/16d, octobre 6 23/32d, octobre et novembre 6 5/16d aussi 6 11/32d, novembre et décembre 6 1/8d, janvier et février 6 1/6d.

Paris, 10, 1:30 P. M.—Rentes 82f. 97 1/2c.

Londres, 10, 3:30 P. M.—Erie 27 3/8.

Liverpool, 10, 3 P. M.—Ventes de coton américain, 5,350; Uplands Low Middling clause, livraison en septembre 6 11/16.

Londres, 10, 4 P. M—Consols 97 13/16.

Paris, 10, 4 P. M.—Rentes 83 fr. et 85c.

Rio de Janeiro, 10—Le marché au café est animé et très ferme. Rio première qualité 6000 à 6,150 reis par dix kilos. Change sur Londres 21 1/2.

Santos, 10—Le marché au café est ferme et animé. Santos supérieur 5,900 à 6000 reis par dix kilos.

Argent, Stock, Etc.

New York, 10, soir.—Argent facile à 5 à 6, change calme 4.81 à 4.81 1/4; gouvernements fermes, nouveaux 6's 1.02 3/8; 4 1/2's 1.04 5/8, 4's 1.01 1/4; Fonds d'Etat calmes.

Marchés américains.

New York, 10.—Recettes nettes 1, brutes 257. Futurs faibles à la clôture. Ventes 62,000 balles; septembre 12,16 à 12.17, octobre 10,94 à 10.95, novembre 10,50, décembre 10,40, à 10,41, janvier 10,47 à 10,49, février 10,57 à 10.59, mars 10,68 à 10.70, avril 10,79 à 10.81.

New York, 10—Coton ferme. Ventes 433 balles. Midd